

DEPARTEMENT de
l'ESSONNE

Arrondissement de
PALAISEAU

Canton de
MONTLHERY

Commune de
MONTLHERY

Secrétariat

☎ 01.64.49.53.33

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

OBJET

Droit de Prémption
Urbain renforcé
Approbation

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

Nombre de Conseillers

En exercice : 28 ***

*** suite au décès

de Mme REYNAUD
le 29.06.2011

Présents : 23

Votants : 26

POUR : 20

CONTRE : 0

Abstentions : 6

Date de convocation
30.06.2011

Date d'affichage
30.06.2011

Extrait du REGISTRE DES DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE DE MONTLHERY

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

L'an deux mille onze
Le six juillet à vingt et une heures

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Claude PONS, Maire.

PRESENTS :

- M. PONS,
- Mmes BELOT, DA COSTA FERNANDES, GARNIER, KLJAJIC, LAFONT, MARTIN, MASRI SIDANI, PEDRINI, PICHON, SPIRAL, TRUNSARD,
- MM. BORREDON, DURAND, GAUCHE, GAUCHET, NIVET, PICCINATO, QUEANT, RACLIUS, SAUX, SUTTER, TOSITTI.

ABSENT :

- M. FAURIE.

EXCUSES :

- Mme BOBONY,
- Melle DUPETIT
- Melle NOEL
- M. HERNANDEZ



pouvoir à Mme KLJAJIC,
pouvoir à M. PONS,
pouvoir à M. PICCINATO.

Le Conseil Municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L 2121-2 du Code Général des Collectivités Territoriales a nommé Secrétaire de séance Mademoiselle GARNIER.


L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.211-1, L.211-4, R.211-2 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 mars 2007, modifiant le périmètre d'exercice du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire communal,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 juillet 2011 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme,
- Considérant qu'afin de tenir compte des modifications apportées par le Plan Local d'Urbanisme approuvé, il convient de réajuster le périmètre du droit de préemption urbain renforcé qui s'étend aux aliénations et cessions énumérées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme, conformément à son dernier alinéa et s'applique sur la totalité du territoire communal, zones urbanisées et d'urbanisation future,
- Considérant que la présente délibération a pour seul objectif de mettre en conformité le Droit de Prémption Urbain Renforcé avec le nouveau Plan Local d'Urbanisme,

- Considérant que la commune entend poursuivre les objectifs issus du diagnostic et du PADD, dont notamment la réhabilitation du centre ancien et sa mise en valeur, la lutte contre l'insalubrité, les projets d'équipements nécessaires à la satisfaction des besoins des usagers, la réalisation d'une MOUS, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- Considérant que pour permettre la réalisation des objectifs à atteindre, il est opportun d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé afin de maîtriser l'ensemble des actions nécessaires à leur concrétisation, pouvant porter sur des locaux dans des bâtiments soumis au régime de la copropriété, à des immeubles bâtis depuis moins de dix ans notamment, et de façon générale aux aliénations et cessions telles qu'elles figurent à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,
- Considérant que la maîtrise foncière passe par la connaissance de toutes les mutations et la possibilité d'exercer un droit de préemption,

- ⇒ **DECIDE**, par 20 voix **POUR** et 6 **ABSTENTIONS** (celles de Mmes LAFONT, PEDRINI, MM. BORREDON, GAUCHE, RACLIUS, SAUX), de modifier le périmètre d'exercice du droit de préemption urbain renforcé afin qu'il intègre l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future communales,
- ⇒ **PRECISE**, qu'en application de l'article R123-22 du Code de l'Urbanisme, le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain Renforcé sera annexé au dossier du PLU.
- ⇒ **DIT** qu'en application de l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, et fera l'objet d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.
- ⇒ **DIT** qu'en application de l'article R211-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée à :
 - ✓ Monsieur le Préfet de l'Essonne,
 - ✓ Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
 - ✓ Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
 - ✓ La Chambre Départementale des Notaires,
 - ✓ au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Evry, ainsi qu'au greffe du même tribunal.
- ⇒ **DIT** qu'en application de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme, il sera ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intentions d'aliéner, les acquisitions réalisées par l'exercice du Droit de Préemption Urbain ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, registre consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- ⇒ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte et document s'y rapportant.
- ⇒ **TERMINE** en précisant que la délibération est exécutoire à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées, sachant que la date à prendre en compte pour l'affichage est celle du premier jour où il est effectué.

Pour copie conforme
au registre,
Le Maire,


Claude PONS



Fait et délibéré en séance publique,
les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre
tous les membres présents.
Le Maire,
Claude PONS